



ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P

MARCHÉ 202521

FOURNITURE D'OUVRAGES FRANÇAIS ET
ÉTRANGERS EN FORMAT PAPIER ET/ OU
ÉLECTRONIQUE

Le présent document comporte 15 articles et compte 20 pages numérotées de 1 à 20.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR..... | 3 |
| I.2 OBJET DU MARCHE | 3 |
| I.3 FORME ET PROCEDURE..... | 3 |
| I.4 DUREE DU MARCHE..... | 3 |
| I.5 DEMARRAGE DES PRESTATIONS | 4 |
| I.6 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE | 4 |
| I.7 SOUS-TRAITANCE | 5 |
| II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS | 5 |
| II.1 PRESENTATION DE L'ECOLE ET ELEMENTS DE CONTEXTE | 5 |
| II.2 CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES | 6 |
| III. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 8 |
| III.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE | 8 |
| III.2 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 8 |
| III.3 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS..... | 9 |
| III.3.1 Confidentialité | 9 |
| III.3.2 Propriété des informations | 9 |
| IV. MODALITES DE LIVRAISON | 10 |
| IV.1 LIEU DE LIVRAISON..... | 10 |
| IV.2 MODALITES DE LIVRAISON | 10 |
| IV.3 DELAIS DE LIVRAISON | 11 |
| IV.4 TRANSPORT ET EMBALLAGES | 12 |
| V. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS..... | 12 |
| V.1 SUIVI DE LA QUALITE | 12 |
| V.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS..... | 12 |
| V.3 RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE..... | 13 |
| VI. MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION | 13 |
| VI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX | 13 |
| VI.2 MODALITES DE PAIEMENT | 13 |
| VI.3 AVANCE..... | 13 |
| VI.4 MODALITES DE FACTURATION | 14 |
| VI.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | 14 |
| VI.5 INTERETS MORATOIRES | 15 |
| VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION | 15 |
| VII. PENALITES..... | 15 |
| VIII. RESPONSABILITE DU TITULAIRE | 16 |
| IX STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE | 16 |
| IX.1 COMPOSITION..... | 16 |
| IX.2 ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT | 16 |
| IX.3. RECUSATION DU PERSONNEL..... | 17 |
| IX.3. DEVELOPPEMENT DURABLE..... | 17 |
| X. GARANTIE..... | 17 |
| XI. ASSURANCE | 17 |
| XII. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE | 18 |
| XIII. LITIGES | 19 |
| XIII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE | 19 |
| XIII.2 RECOURS | 19 |
| XIV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 19 |
| XV DEROGATIONS AU CCAG/FCS..... | 20 |

I. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6 et 8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony BRIANT, Directeur,

Ci-après désignée « L'École » ou « Le pouvoir adjudicateur ».

I.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'ouvrages français et étrangers, sur supports papier et/ou électronique, pour l'ensemble des services de l'École dans les domaines scientifiques et techniques, les sciences humaines et sociales, l'achat d'ouvrages de références (dictionnaires, encyclopédies), d'ouvrages pédagogiques ou littéraires.

Le périmètre du marché comprend les opérations de recherche des ouvrages auprès des éditeurs, des diffuseurs, des distributeurs, par tous moyens, y compris Internet, la passation des commandes et l'ensemble des prestations nécessaires à la livraison des ouvrages à l'École.

Les ouvrages édités par les Presses des ponts (Ponts formation Conseil) sont exclus du présent marché.

Les caractéristiques des prestations attendues sont détaillées dans le présent cahier des charges particulières.

I.3 FORME ET PROCÉDURE

Il s'agit d'un accord cadre monoattributaire, conformément aux articles L2125-1-1°, R2162-2 à R.2162-6, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu avec le maximum de 200 000 € HT sur sa durée totale, conformément à l'article R2162-4-2 du code précité.

Cet accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commandes, émis selon les modalités définies au CCP.

A titre complémentaire, il pourra s'exécuter par bons de commandes émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire pour d'éventuelles prestations non identifiées au cahier des charges.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché.

I.4 DURÉE DU MARCHÉ

L'accord-cadre sera conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois à la date anniversaire de sa notification pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par le pouvoir adjudicateur 3 mois au plus tard avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. La durée totale de l'accord-cadre est au maximum de quatre (4) ans reconduction comprise.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

I.5 DÉMARRAGE DES PRESTATIONS

A titre prévisionnel, le démarrage des prestations est fixé au 21 février 2026 au plus tard.

Les commandes seront effectuées selon les modalités définies à l'article III du présent CCP.

I.6 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, les pièces contractuelles du marché, dont seul l'exemplaire conservé par l'École nationale des ponts et chaussées fait foi, sont par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- 1) L'Acte d'Engagement (AE) ;
- 2) L'annexe à l'acte d'engagement : le cadre de réponse ;
- 3) Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- 4) L'offre technique du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraires aux pièces précitées ;
- 5) Les bons de commande émis par l'École pour l'exécution des prestations ;
- 6) Les éventuels actes de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, celui-ci étant le mois de remise des offres.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre.

Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas de contradiction, leurs dispositions prévalent selon l'ordre énuméré ci-dessus.

Est réputée non écrite, toute clause des conditions générales de vente ou de tout document émanant du titulaire qui serait contraire aux dispositions du présent CCP.

I.7 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance des fournitures est interdite.

Le titulaire de ce marché peut sous-traiter partiellement les seuls services de ce marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4 * accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant le cas échéant :

- ✓ Le formulaire DC2 * dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références).

Le recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé par le pouvoir adjudicateur expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC.

* Les formulaires sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

II.1 PRÉSENTATION DE L'ÉCOLE ET ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

L'École Nationale des Ponts et Chaussées fondée en 1747, forme des ingénieurs généralistes de haut niveau, des masters, mastères spécialisés et des docteurs.

Elle est installée à Champs-sur-Marne et y accueille en permanence près de 2000 étudiants et 500 agents. Aux effectifs permanents, s'ajoutent près de 1 200 enseignants vacataires qui assurent une forte liaison entre la pédagogie de l'École et le monde professionnel.

L'ENPC est un Etablissements Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) et un Grand Etablissement sous tutelle du Ministère de la transition écologique.

L'établissement propose aujourd'hui un ensemble de programmes de formation de très haut niveau : formation d'ingénieurs, masters, doctorats, mastères spécialisés, programmes de MBA, formation continue.

L'École a également développé une activité de recherche qui couvre l'ensemble des domaines de sa formation d'ingénieurs : mécanique et génie civil, mathématiques et informatique, ville et territoires, transports, environnement atmosphérique, hydrologie urbaine, économie... Ses chercheurs sont répartis dans 12 unités mixtes de recherche, montés avec des partenaires industriels, scientifiques ou académiques

II.2 CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent marché a pour objet la fourniture d'ouvrages français et étrangers sur supports papier et/ou électronique, pour l'ensemble des services de l'École.

✓ Domaines et types d'ouvrages

Le présent marché concerne l'achat d'ouvrages en langue française et étrangère dans les domaines scientifiques et techniques, les sciences humaines et sociales, l'achat d'ouvrages de références (dictionnaires, encyclopédies), d'ouvrages pédagogiques ou littéraires en format papier et/ou électronique.

Il couvre :

- les ouvrages de l'édition courante ;
- les ouvrages à diffusion restreinte tels que les actes de colloque ou de congrès, annuaires et publications d'associations et de sociétés savantes, numéros hors-série de revue et les numéros de série ou isolés de revue ;
- les ouvrages d'occasion.

✓ Exclusion du périmètre du marché

Le présent marché ne s'applique pas aux achats effectués exceptionnellement directement par les agents de l'École, par exemple dans le cadre de colloques, congrès, déplacements à l'étranger ou aux ouvrages édités par « Pont Formation Conseil ».

✓ Fonctionnalités du site internet

Le paramétrage :

Le titulaire met à disposition de l'École, un site internet, avec un compte dédié intégrant un workflow (un compte administrateur et plusieurs comptes utilisateurs), afin de pouvoir créer des paniers (par les utilisateurs) et de les valider (par l'administrateur).

Le paramétrage et les mises à jour sont à la charge du titulaire, notamment la création des différents comptes, la mise en place du workflow et la mise à jour des références et prix catalogues.

Ce site doit appliquer automatiquement les tarifs indiqués dans l'offre du titulaire, à savoir les prix remisés conformément à la remise inscrite dans le cadre de réponse et l'acte d'engagement.

Un champ libre devra pouvoir prendre en charge le numéro de bon de commande interne à l'École. Ce numéro devra être repris sur la facture, conformément à l'article VI.4 du présent document.

Le site internet doit permettre à l'administrateur ENPC de gérer l'ensemble des comptes utilisateurs (de les créer ou de les modifier), de valider les commandes et de suivre l'ensemble des commandes en cours ou terminées.

Attention

Si le site internet doit prévoir toutes ces interfaces, il est possible que l'École n'utilise pas la validation des commandes en ligne. Le titulaire s'engage à prendre en compte les bons de commande édités et transmis par l'École par courrier électronique.

La formation :

Le titulaire doit prévoir le cas échéant, à minima une session de formation sur le site internet, afin de faciliter la prise en main, de présenter les différentes fonctionnalités de l'outil, notamment celles liées au paramétrage et au workflow.

Informations sur la disponibilité des ouvrages :

Le site internet devra informer sur la disponibilité des ouvrages et, le cas échéant, le délai de livraison pour les ouvrages momentanément indisponibles.

En cas d'indisponibilité ponctuelle, ou de quantité insuffisante pouvant être livrée à l'École, le titulaire s'engage à en informer l'École dès réception du bon de commande.

✓ Statistiques

Une fois par an, le titulaire s'engage à transmettre à la Direction de la Documentation par fichier électronique un bilan annuel des commandes passées au titre du présent marché. Ces statistiques devront mentionner :

- Le type de livres commandés ;
- L'éditeur ;
- La quantité ;
- Le montant en € HT et TTC ;
- Les dates des commandes et des expéditions ;
- Le destinataire à l'intérieur de l'École.

✓ Service après-vente et Hotline

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'École un service après-vente qui sera en charge de traiter les retours et les litiges. Ils doivent être pris en charge sous 24h, après que la demande a été effectuée soit par téléphone, soit par mail ou via le site internet.

Le titulaire doit également prévoir une hotline en cas de problème technique ou demande d'information liés au site internet.

III. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

III.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le présent accord-cadre fixe principalement toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les commandes seront passées par bon de commande envoyé par mail à l'adresse générique indiquée par le titulaire dans son offre, s'il n'est pas fait usage de la possibilité de les effectuer par l'intermédiaire du site internet, tel que précisé ci-avant.

C'est la dernière édition des titres demandés, sauf indication contraire, qui devra être fournie.

Si, à réception du bon de commande, le titulaire constate des modifications en matière d'auteur, de titre, d'édition, il en informe immédiatement le service émetteur du bon de commande.

Les bons de commande préciseront les quantités à livrer avec les caractéristiques des ouvrages et le délai de livraison.

Les bons de commande comportent au moins :

- La désignation des parties contractantes ;
- Les références de l'accord-cadre (numéro et date de notification) ;
- L'identification de la personne émettrice de la commande et de son service à l'École ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation détaillée des prestations ainsi que leur quantité ;
- La liste, le cas échéant, des destinataires des imprimés ;
- Les délais d'exécution des prestations à réception de la commande et des éléments ;
- La date d'émission de la commande ;
- Les modalités de livraison ;
- Le montant de la commande HT et TTC, ainsi que la TVA.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le délai dont dispose le titulaire pour notifier au signataire du bon de commande ses observations quant aux prescriptions dudit bon de commande est fixé à maximum 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord - cadre. La durée maximale d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 3 mois le terme de l'accord-cadre.

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus). Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé pour des commandes jugées de faible importance par le titulaire.

III.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées par le titulaire de l'accord-cadre conformément aux délais d'exécution définis dans son offre et dans les bons de commande.

Ces délais sont impératifs et conditionnent la réception des prestations. Leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article VII « Pénalités pour retard » du présent CCP.

Au-delà du délai de livraison maximum sur lequel le titulaire s'est engagé dans le présent marché, la Direction de la Documentation se réserve la possibilité d'annuler tout ou partie de la commande après en avoir averti le titulaire par courrier ou courriel.

Si le titulaire ne peut répondre à la demande, parce que l'ouvrage est définitivement épuisé ou qu'il est temporairement indisponible (en réimpression notamment), il devra en informer la Direction de la Documentation sur le devis en indiquant la raison. La Direction de la Documentation décidera alors de l'annulation ou du maintien de la commande.

Si le titulaire est dans l'incapacité de fournir des ouvrages disponibles dans les délais prévus par le présent marché, la Direction de la Documentation de l'École pourra soit se fournir chez le libraire de son choix ou chez l'éditeur, dans les conditions fixées au présent cahier des clauses particulières, soit accorder un délai supplémentaire pour exécuter la commande.

III.3 CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ DES INFORMATIONS

III.3.1 Confidentialité

Le présent marché est soumis à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5.1 du CCAG FCS.

Le titulaire est tenu de s'y conformer sans réserve et de porter à la connaissance de son personnel les dispositions du présent article.

Le titulaire est tenu d'informer ses éventuels sous-traitants de l'obligation de confidentialité qui s'applique de la même manière à eux.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation écrite préalable de l'École nationale des ponts et chaussées, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Ne sont pas concernées, les informations déjà accessibles au public au moment où elles sont portées à la connaissance des parties.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des informations, documents et autres éléments relatifs au marché. Il avise l'École, sans délai, de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le titulaire soumet à l'approbation de l'École les dispositions qu'il prend à cet effet.

Le non-respect des dispositions par le titulaire ou son éventuel sous-traitant, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure réalisée par courrier en recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de huit (8) jours calendaires.

III.3.2 Propriété des informations

L'ensemble des informations apportées par l'acheteur de quelque nature que ce soit et sous quelque format est la propriété l'acheteur public. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

IV. MODALITÉS DE LIVRAISON

IV.1 LIEU DE LIVRAISON

Les ouvrages devront être livrés à l'adresse suivante :

ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6 et 8 Avenue Blaise Pascal
Cité Descartes – Champs sur Marne
77 455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

Les coordonnées du service demandeur seront indiquées dans les bons de commande correspondants.

IV.2 MODALITÉS DE LIVRAISON

Les livraisons devront avoir lieu pendant les tranches horaires : 9h00 – 12h30, du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le titulaire privilégiera une livraison groupée afin d'optimiser le nombre de trajets effectués pour répondre à la commande.

Les livres seront livrés emballés par commande (une étiquette sur le colis permettra d'identifier la commande). La commande est réputée acceptée une fois la livraison vérifiée (contenu du carton et adéquation avec le bordereau de livraison).

Le titulaire devra prévoir le personnel suffisant pour le transport et le déchargement.

Les livraisons seront dûment accompagnées d'un bon de livraison reprenant les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes ;
- Les références de l'accord-cadre (numéro et date de notification) ;
- L'identification de la personne émettrice de la commande et de son service à l'École ;
- Le numéro du bon de commande,
- La date d'émission de la commande,
- L'adresse de livraison,
- L'identification des ouvrages livrés désignés par leur référence et leur libellé, et leur répartition par colis s'il y a lieu,
- Les quantités livrées,
- Le nombre de colis.
- Le montant de la commande HT et TTC, ainsi que la TVA.

Toute livraison non accompagnée de son bon de livraison pourra être refusée.

Au moment du solde de la commande, une fois les ouvrages disponibles livrés, un récapitulatif des documents indisponibles devra être fourni.

IV.3 DÉLAIS DE LIVRAISON

Les commandes doivent être livrées dans les **délais maximums** prévus dans le tableau ci-dessous :

| | FRANÇAIS | ETRANGERS |
|--|------------|------------|
| OUVRAGES EN FORMAT PAPIER | | |
| OUVRAGES édition courante | 2 semaines | 3 semaines |
| OUVRAGES édition restreinte | 3 semaines | 4 semaines |
| OUVRAGES EN FORMAT ELECTRONIQUE | | |
| OUVRAGES édition courante | 2 jours | 2 jours |
| OUVRAGES édition restreinte | 5 jours | 5 jours |

En cas de demande urgente, les commandes doivent être livrées dans les **délais maximums** prévus dans le tableau ci-dessous :

| | FRANCAIS | ETRANGERS |
|----------------------------------|----------|-----------|
| OUVRAGES EN FORMAT PAPIER | | |
| OUVRAGES édition courante | 3 jours | 3 jours |

Dans le cas où le titulaire fait appel à un transporteur pour effectuer les livraisons pour son compte, il est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour que les délais de livraison soient respectés. Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article VII « Pénalités » du présent CCP.

Les délais d'exécution des prestations définis dans l'offre du titulaire sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord exprès de l'École notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, sans délai, à l'acheteur ou à toute autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'École notifie par écrit au titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, le silence gardé par l'acheteur pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

IV.4 TRANSPORT ET EMBALLAGES

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage quel que soit le montant de la commande.

Le titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour que les marchandises parviennent en parfait état. Les risques afférents au chargement, au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale.

Il sera donc seul responsable des détériorations et des retards qui pourraient être constatés à la livraison, qu'elle soit assurée par son propre personnel ou par un transporteur.

V. MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

V.1 SUIVI DE LA QUALITÉ

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par l'ENPC, tant dans ses ateliers que pendant le transport et l'acheminement des livraisons auprès des destinataires.

V.2 VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par l'interlocuteur privilégié du titulaire désigné par ce dernier. Outre les opérations de vérifications qualitatives exercées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-FCS, le titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Le délai imparti à l'ENPC pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'ENPC des ouvrages. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.

Lorsque la vérification donne lieu à un rejet, l'ENPC notifie au titulaire, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des éléments, ledit rejet par tout moyen écrit portant mise en demeure d'exécuter dans les huit (8) jours calendaires les prestations conformes.

L'admission des prestations sera prononcée par la personne désignée pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement dans les conditions énoncées à l'article 11.5.1 CCAG-FCS.

V.3 RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de l'École pour toute question relative à l'exécution des prestations.

La bonne exécution de l'accord-cadre suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur de l'ENPC pendant toute la durée de l'accord-cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise immédiatement l'ENPC et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

VI. MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

VI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le présent marché est conclu à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées et acceptées.

Les prix unitaires des ouvrages correspondent au prix public de vente des éditeurs auquel est appliquée la remise annoncée par le titulaire dans le cadre de réponse et l'acte d'engagement. Ce taux de remise est ferme et applicable pendant toute la durée du marché. Des remises seront appliquées aux prix nets. Toutefois des remises exceptionnelles supérieures aux remises contractuelles pourront être proposées ponctuellement par le titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix au pouvoir adjudicateur.

Le taux de change qui s'applique est celui en vigueur à la date de rédaction du devis.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

VI.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Il s'agit d'un paiement partiel définitif après réception définitive des prestations pour chaque bon de commande émis conformément à l'article III.1 du présent CCP.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le titulaire au titre des pénalités prévues à l'article VII du présent CCP.

VI.3 AVANCE

Il sera fait application des dispositions des articles R 2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Ainsi une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse dans l'acte

d'engagement, pour tout bon de commande supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

VI.4 MODALITÉS DE FACTURATION

Les prestations objet du présent marché, sont réglées après présentation des factures

Le règlement financier est subordonné au service fait et à la production préalable d'une facture en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Ecole nationale des ponts et chaussées en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le service de l'École émetteur de la commande avec code (SUB17) et libellé du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro du marché ;
- La date de la facture ;
- Le détail des prestations (notamment la période facturée) ;
- Le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Les prestations réalisées et décrites dans la facture devront être suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des tarifs applicables et des quantités facturées.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après régularisation.

Tout dépassement du délai global de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu à paiement d'intérêts moratoires.

Les factures seront envoyées en version dématérialisée via la plateforme Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), à l'École nationale des ponts et Chaussées.

En cas de présentation non conforme aux éléments précités ci-dessus, la facture sera retournée au titulaire. Les retards de paiement qui pourraient s'ensuivre ne sauraient donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Le règlement s'effectuera par virement bancaire sur le compte renseigné à l'acte d'engagement. Le règlement des factures est effectué selon les règles de la comptabilité publique. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École.

VI.4 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous 30 jours maximum et après présentation des factures par le titulaire.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception des factures. Toutefois, il court à compter de la date d'exécution des prestations (sous réserve d'admission de celles-ci), lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.

VI.5 INTÉRÊTS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou de son sous-traitant agréé au paiement direct.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également payée au créancier lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'École, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION

Le présent marché ne peut pas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou à titre gracieux, sans accord préalable et expressément notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur.

Cet accord doit être constaté par voie d'avenant.

En cas de nantissement de créances, sur demande du titulaire, la copie de l'original de l'Acte d'Engagement (AE) portant la mention d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité est transmise par le pouvoir adjudicateur pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

VII. PÉNALITÉS

Pénalité de retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

Tout retard par rapport aux délais d'exécution mentionnés dans le devis et/ou le bon de commande afférent, non imputables à l'École ou à un cas de force majeure, pourra faire l'objet d'une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Autres pénalités :

Tout autre anomalie ou retard ne respectant pas les clauses du présent marché pourra entraîner, une pénalité de 1% du montant HT total du bon de commande considéré, par jour ouvré de retard ou d'anomalie constatée.

VIII. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et jusqu'à la fin de sa durée d'exécution, l'ensemble des pièces de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Le titulaire transmet, chaque année à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de sa durée d'exécution, les attestations d'assurance à jour.

IX STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE

IX.1 COMPOSITION

Le titulaire s'oblige à mettre à la disposition de l'École, pendant toute la durée du présent marché, l'équipe proposée dans l'offre technique, sous réserve des précisions apportées ci-après.

IX.2 ABSENCE PROLONGÉE, DÉPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT

En cas d'absence ou de départ subi d'un membre de l'équipe affectée à l'exécution des prestations, le titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance de l'absence ou du départ du personnel, en aviser l'École par tout moyen écrit et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 48 heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

L'École se réserve alors le droit de rejeter la personne proposée. Le titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnités, aux torts exclusifs du titulaire.

Le remplaçant sera considéré comme accepté si l'École ne le récuse pas dans les 8 jours ouvrés à compter de la réception du courrier suivant sa désignation.

IX.3. RÉCUSATION DU PERSONNEL

Pendant toute la durée du marché, l'École se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations (à titre non exhaustif : mauvaise entente ou mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire). L'École devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du titulaire.

Le titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées au présent article.

IX.4 DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ENPC vise à valoriser la contribution de ses partenaires aux enjeux du développement durable, qu'il s'agisse du domaine environnemental et social.

Dans ce cadre, le titulaire veillera au respect des prescriptions et dispositions qu'il aura détaillées dans son offre s'agissant d'utilisation de produits respectueux de l'environnement - papier recyclé, éventuelles certifications ou produits écolabellisés ; d'emballage ; de tri, recyclage et traitement des déchets, d'optimisation de la livraison pour réduire l'empreinte carbone ; ainsi que celles en matière sociale prises pour l'exécution du marché.

X. GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

XI. ASSURANCE

En application de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations : elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

Sur simple demande écrite de l'École pendant l'exécution du présent marché, le titulaire remettra dans le délai qui lui sera alors indiqué une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, et à informer expressément l'École de toute modification de son contrat.

XII. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE

Le pouvoir adjudicateur peut décider de mettre fin au présent marché avant l'achèvement de sa durée d'exécution :

- Soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG FCS ;
- Soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS ;
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS ;

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider de mettre fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG FCS.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire et prend effet à la date fixée ou, à défaut, à la date de sa notification. La résiliation fait l'objet d'un décompte arrêté par le pouvoir adjudicateur.

En application des dispositions de l'article 45.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties seront suspendues.

Le titulaire devra notifier à l'École l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Les obligations seront exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessé, selon des modalités de reprise qui auront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

XIII. LITIGES

XIII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

XIII.2 RECOURS

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public compétente :

- ✓ **L'instance compétente pour les procédures de recours est :**

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Adresse internet (url) : <https://melun.tribunal-administratif.fr>

- ✓ **Service compétent auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Greffé du tribunal administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Adresse internet (url) : <https://melun.tribunal-administratif.fr>

XIV. PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les données recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné précisément à l'attribution du marché public afférent. Le responsable de ce traitement est l'École Nationale des Ponts et Chaussées.

Ces opérations de traitement seront plus particulièrement effectuées sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles (sis 6 et 8 Avenue Blaise Pascal Cité Descartes - Champs-sur-Marne 77455 Marne-la-Vallée Cedex 2), que vous pouvez contacter, pour exercer vos droits ou pour toute question sur ce traitement de vos données, par courriel à l'adresse électronique suivante : rgpd_enpc@enpc.fr ou par voie postale à l'adresse indiquée ci-dessus.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b) du Règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 « RGPD »).

Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics, les personnes morales de droit

privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres, les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics.

Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au Règlement général sur la protection des données (Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016), les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

XV DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

| Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé | Articles du CCP portant dérogation |
|--|---|
| Article 4.1 Pièces contractuelles | Article I.6 |
| Article 3.7.2 délai d'observation | Article III.1 |
| Article 13.3 Prolongation du délai d'exécution | Article IV.3 |
| Article 14.1 Pénalités | Article VII |